



DISCOURS DE SOPHIE BINET

SUR LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

Bonjour à toutes et tous,

Je tiens à remercier les universitaires, les représentant·es d'associations de résistant·es, les représentant·es de partis politiques et les autres organisations syndicales pour leur présence. Je tiens à adresser un remerciement particulier à Jean Yaghelidjian, ancien résistant, adhérent à la CGT RATP depuis 78 ans. Jean, tu es parti clandestinement pour Londres à 17 ans, tu as été parachuté sur la Normandie et tu as participé à la Libération de Paris puis tu es allé te battre en Allemagne. Tu as été ensuite un des premiers cadres adhérent·es à la CGT RATP et le responsable de la ligne 6 que nous ne verrons plus pareil désormais... Nous fêtons cette année les 80 ans du CNR et tes 100 ans et nous sommes très ému·es que tu sois à nos côtés pour cet anniversaire.

C'est il y a exactement 80 ans, le 15 mars 1944, qu'a été adopté à l'unanimité de ses 16 membres le programme du Conseil national de la Résistance. Réuni ici pour la première fois dans la clandestinité, au 48 rue du Four, au premier étage de cet immeuble, le Conseil national de la Résistance présidé par Jean Moulin rassemble les mouvements de résistance, les partis politiques et les syndicats engagés dans le combat pour la libération du pays.

Le syndicalisme et la CGT y ont joué un rôle central, à l'image de celui que le mouvement ouvrier a joué dans la résistance. Un tiers des membres du CNR sont des militant·es syndicaux·les, et notamment Louis Saillant qui représentait la CGT et Gaston Tessier la CFTC. Mais il y avait aussi Charles Laurent de Libération Nord qui était de la Fédération CGT des fonctionnaires ; Maxime Blocq-Mascart de la Confédération des travailleurs intellectuels ; Maurice Kriegel-Valrimont du mouvement Combat et du syndicat CGT des employés d'assurance ; Eugène Claudius Petit des Francs-Tireurs qui était également, comme Louis Saillant, de la Fédération CGT du bois et Pierre Villon pour le Front national (le mouvement de résistance du Parti communiste) qui venait de la fédération CGT des Ports et Docks.

Unifier cette résistance ne fut pas chose facile. Les divergences étaient grandes, entre la droite conservatrice et la gauche communiste, la CGT et la CFTC, les mouvements de la zone occupée et de la zone libre, ceux qui considéraient qu'il fallait organiser la lutte armée et ceux qui pensaient qu'il fallait se limiter à la propagande et déléguer aux alliés de soin de libérer le territoire.

Paradoxalement, c'est l'adversité qui a permis l'unanimité. Soyons lucides. Une large partie de la population française soutenait le régime de Vichy. Dans cet océan de lâcheté ordinaire, les résistants et résistantes étaient dotés d'une force morale et d'un courage exceptionnels. Et c'est cet accord sur l'essentiel, sur la nécessité de résister à

l'occupant nazi et aux réactionnaires de Vichy, qui permet de dépasser des désaccords jadis insurmontables. Entre ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas, entre la rose et le réséda pour reprendre le poème d'Aragon, la clef de voûte se situe, en rupture avec la barbarie nazie, sur un humanisme radical qui constitue le fil rouge du programme du CNR et sur la nécessité de mettre fin à la domination des forces de l'argent.

Si Jean Moulin était mandaté par le général de Gaulle pour réussir ce pari fou, Louis Saillant a joué un rôle déterminant dans la réussite de cette entreprise délicate. Il fut un acteur majeur du « manifeste des Douze » liant la CGT et la CFTC qui dénonça dès novembre 1940 la Charte du travail et l'antisémitisme instauré par Vichy. N'ayant pas voté pour l'exclusion des ex-unitaires, il avait gardé la confiance et des contacts avec la CGT clandestine de Benoît Frachon. Il joua un rôle essentiel dans la concrétisation des accords dit « du Perreux » réunifiant la CGT le 17 avril 1943. La réunification de la CGT crée la dynamique à partir de laquelle Jean Moulin va pouvoir rassembler cet ensemble d'organisations dans leurs diversités et bâtir le CNR.

La particularité du programme du CNR tient à la cohérence entre ses deux parties très différentes mais indissociables, la première consacrée au plan pour intensifier la lutte armée et libérer le territoire national au plus vite, la deuxième au programme de réformes à mettre en place pour permettre la renaissance et la reconstruction du pays. Ce programme en deux volets dessine la double nature de la résistance : lutte contre les nazis et réformes profondes en rupture avec le régime de Vichy.

Et c'est bien là le caractère incroyable de ce texte. Mettre sur pied, en mai 1943, un Conseil national de la Résistance réunissant l'ensemble des têtes de réseaux, ici, au cœur de Paris, dans un quartier quadrillé par les nazis et la police de Vichy, constitue une prise de risque considérable. Près d'un tiers des membres du CNR seront d'ailleurs arrêtés, trois le paieront de leur vie, Jean Moulin, Roger Coquoin et Jacques Henri Simon — et je veux leur rendre ici hommage.

Être capable, aux heures les plus sombres de l'histoire, de s'unir pour appeler et annoncer des « jours heureux » témoigne d'une immense clairvoyance. Loin de se limiter à l'abrogation des mesures du gouvernement de Vichy, ou de viser à la restauration des réformes du Front populaire, le programme du CNR crée du neuf et s'avère d'une grande modernité.

Je veux dire ici, au nom de toute la CGT, à Jean Moulin, Louis Saillant, Pierre Villon, Ambroise Croizat, Marcel Paul, Marie Couette, Martha Desrumaux, Pierre Semard, Benoît Frachon, Missak Manouchian, Olga Bancic... et aux centaines de milliers de résistantes et de résistants, que nous savons ce que nous vous devons. La liberté bien sûr, mais aussi nos droits sociaux. Vous avez été l'« armée de l'ombre », « vous n'avez réclamé la gloire ni les larmes » et vous avez toujours refusé de valoriser vos exploits. Vous rendre hommage est une mesure de justice mais aussi une nécessité car votre courage et votre clairvoyance est une boussole pour les générations d'aujourd'hui. Pour le monde du travail, les acquis du CNR sont colossaux et constituent les piliers de notre société depuis 80 ans : rétablissement des libertés syndicales,

Sécurité sociale et retraite, nationalisations des secteurs stratégiques, création des comités d'entreprise, liberté et indépendance de la presse, démocratisation de l'accès à la culture et à l'éducation... Ces réformes, mises en place en moins de trois ans, entre 1944 et 1947, constituent le programme de transformations démocratiques, politiques, économiques, sociales et culturelles le plus profond, le plus audacieux et le plus vaste entrepris depuis la Révolution française.

Le patronat saisira toutes les occasions pour bloquer, entraver ou détricoter la mise en œuvre du programme du CNR, et le tournant néo-libéral lancé dans les années quatre-vingt par Ronald Reagan et Margaret Thatcher marque un coup d'accélérateur. Alors que le programme du CNR vise à reprendre le pouvoir sur les forces de l'argent, le néolibéralisme vise, à l'inverse, à mettre l'État au service des marchés financiers. En France, c'est Denis Kessler, patron d'un grand groupe d'assurance et numéro 2 du Medef, qui sonne l'hallali en 2007 en déclarant tout haut ce que beaucoup de patrons pensent tout bas : « *Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* » Nicolas Sarkozy puis Emmanuel Macron figureront parmi les élèves les plus zélés, avec leurs réformes des retraites complétées par la volonté de notre actuel président d'une reprise en main totale de la Sécurité sociale et de l'assurance chômage. Cette remise en cause sociale se double d'une déchéance morale. Les digues érigées grâce à la résistance entre les forces républicaines et l'extrême droite sont consciencieusement détruites, et le RN est désormais considéré comme un parti comme les autres.

Résultat des attaques contre le programme du CNR et des compromis d'après 1945, le monde de 2024 ressemble de façon saisissante à celui des années trente : multiplication des conflits armés et extrême droite au pouvoir ou à ses portes grâce à une alliance entre la droite et l'extrême droite.

Plutôt Hitler que le front populaire, ce triste slogan semble redevenu d'actualité pour une partie du capital. La dynamique est mondiale mais rien n'est écrit d'avance : Brésil, Pologne, Espagne... la vaste mobilisation, notamment syndicale, a empêché l'extrême droite d'arriver ou de revenir au pouvoir.

Dans ce moment de basculement, où comme l'écrit Gramsci « *le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent des monstres* », l'expérience du CNR doit nous servir de boussole et nous inspirer. Il ne s'agit certainement pas de chercher à reproduire à l'identique son programme — qui n'était d'ailleurs pas parfait. Construit par un conseil exclusivement masculin malgré la place centrale des femmes dans la Résistance, le programme du CNR postule un universel abstrait et occulte les femmes pour lesquelles il ne prévoit ni le droit de vote, ni l'égalité salariale qui sera établie ensuite par Ambroise Croizat. De même, alors que la France est à la tête du 2^e empire colonial et compte 40 millions d'habitants en métropole et près de 70 millions dans les colonies, le CNR se limite à prévoir timidement l'égalité des droits pour les populations indigènes et coloniales, et occulte le droit à l'autodétermination.

80 ans après, le monde a profondément changé, avec la globalisation, la révolution numérique et le défi environnemental qui n'existaient pas à l'époque. Les dynamiques de mobilisation ne se construisent jamais sur la nostalgie d'un passé mythifié. Cependant, l'expérience des « Jours heureux » nous apporte des leçons précieuses pour nos luttes d'aujourd'hui.

D'abord sur la conception de la résistance. Défense et attaque. Lutte contre l'adversaire et conquête. Bataille pour empêcher les reculs et construction d'alternatives.

Ensuite sur la dynamique qui a permis que le programme du CNR soit mis en œuvre dans un pays ruiné. L'unité, des forces politiques et syndicales, est déterminante. Mais ce compromis est fort, parce qu'il s'est fait sur la base des intérêts du monde du travail. Le capital, qui s'était largement compromis dans la collaboration avec Vichy et l'Allemagne nazi, était exsangue et à terre. Les « Jours heureux » sont un compromis politique, pas économique. Ils tirent leur puissance des forces populaires sur lesquelles ils s'appuient, à commencer par les organisations syndicales et la CGT. Louis Saillant est membre du bureau du CNR puis son dernier président, après Jean Moulin et Georges Bidault. Forte de ses 5 millions de syndiqué·es en 1945, la CGT pèse de tout son poids pour la mise en œuvre du programme du Conseil national de la Résistance. Elle compte plusieurs délégué·es à l'assemblée consultative et notamment Martha Desrumaux et Marie Couette, et deux ministres clés au gouvernement provisoire, Ambroise Croizat, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT et ministre du Travail de 1945 à 1947, et Marcel Paul, secrétaire général de la Fédération de l'énergie et ministre de l'Industrie.

Pour garantir la mise en œuvre des « Jours heureux », Louis Saillant décide de maintenir l'instance du CNR jusqu'à l'élection de l'assemblée constituante, à l'automne 1945. Le CNR joue ainsi un rôle de vigie permanente vis-à-vis du gouvernement provisoire. Ainsi, la CGT occupe au gouvernement des postes clés pour traduire en actes le programme du CNR, tout en continuant à jouer son rôle de contre-pouvoir face au patronat et parfois aussi au général De Gaulle qui ne voulait pas être tenu par un quelconque programme.

3^e leçon, la nécessité de remettre la question sociale au centre avec des perspectives rassembleuses, à l'image du projet de Sécurité sociale, alors que l'extrême droite prospère sur les mises en opposition, la défiance et le repli identitaire.

Nos sociétés de l'argent roi n'ont plus aucun sens : Citoyen·nes réduit·es au rôle de consommateur·ices, travailleur·ses limité·es à l'objectif de dégager toujours plus de valeur pour les actionnaires et les gouvernants ayant pour seul baromètre le taux de croissance alors que la planète brûle... Il faut redonner un contenu à la notion de progrès en répondant à l'épineuse question environnementale. Sortir de l'objectif de produire et consommer toujours plus pour se centrer sur la réponse aux besoins humains et environnementaux. Faire primer les liens sur les biens, le commun sur l'individu-roi. Et redire, encore et encore, que tout n'est pas marchandise. Le marteler s'il le faut, notre travail, nos proches, la culture, l'éducation, la santé...ne sont pas des marchandises. Tout ne s'achète pas, notamment l'éthique !

Aujourd'hui, ce ne sont pas les gouvernements élus qui dirigent le monde mais les multinationales. Il s'agit de mettre fin à ce grand hold-up.

La tâche est colossale.

Pour y faire face, appuyons-nous sur les enseignements de la résistance. Les résistantes et résistants étaient jeunes, comme Georges Séguy, ancien secrétaire général de la CGT, qui participe à 13 ans à la première action de résistance à Toulouse en jetant des tracts à l'occasion de la visite de Pétain à Toulouse et fut ensuite déporté à l'âge de 16 ans — ce qui en fit le plus jeune résistant déporté de France. À l'image de la mobilisation contre le CPE en 2006 ou bien sûr de mai 68, la présence des jeunes dans les luttes est souvent ce qui détermine leur dynamique. La résistance est partie d'hommes et de femmes déterminés et souvent militant·es qui ont eu pour stratégie de s'appuyer sur les problèmes concrets de la population pour créer des solidarités et une défiance au régime de Vichy et aux nazis. Ainsi, des milliers de personnes qui ne l'auraient jamais imaginé y ont participé à leur échelle à travers de multiples solidarités dans leur quotidien. Et ce sont souvent les militants et militantes qui ont donné le sens et les perspectives. Partir du quotidien. De la question de la dignité pour ne pas courber la tête. Rassembler par en bas et s'appuyer sur les pratiques et aspirations démocratiques. C'est de tout cela dont nous devons nous inspirer. Et aussi de la grande qualité des résistants et des résistantes. L'optimisme. Pas un optimisme béat ou langue de bois. Mais un optimisme de combat. L'histoire le montre. La clairvoyance et la volonté de quelques-unes et de quelques-uns permet de déplacer des montagnes. Rien n'est écrit d'avance. L'optimisme est ce qui permet de rassembler, de relever la tête. Et dans les moments de doute ou de fatigue, pensons aux résistants et aux résistantes. Aux heures les plus sombres, ils et elles ont été capables de rédiger un programme intitulé « Les Jours heureux ». Déporté·es, ils et elles ont eu le courage de résister jusque dans les camps de concentration, à l'image de Martha Desrumaux, Geneviève de Gaulle Anthonioz et Marie-Claude Vaillant Couturier, qui, à Ravensbruck organisaient des opérations de solidarité et de sabotage. Marcel Paul¹, Henri Krasucki et bien d'autres ont même eu le courage extraordinaire d'organiser l'insurrection du camp de Buchenwald et de se libérer eux-mêmes. Eternel optimiste, Henri Krasucki aimait à dire, citant Goethe « *le pessimiste se condamne à être spectateur* ». Alors soyons optimistes et écrivons ensemble la suite des jours heureux !

¹ Secrétaire général de la fédération de l'énergie de la CGT puis ministre de l'industrie en 1945/1946